



La Commune



Archives nationales : pour information

Le Syndicat des Archives de France CGT relaie ci-dessous le texte de la lettre ouverte que les agents, syndiqués et non-syndiqués, du site des Archives nationales de Fontainebleau ont décidé de rédiger et d'adresser à la ministre de la Culture, Madame Fleur Pellerin.

La CGT-Archives, partage inconditionnellement le fond et la forme de cette lettre ouverte qui a aujourd'hui été signée par 39 des 48 agents, soit plus de 80 % du personnel !

Cette lettre ouverte est l'expression concrète des besoins de l'institution des Archives nationales de Fontainebleau et des femmes et des hommes qui composent les équipes de travail face à la crise historique et aux menaces mortifères qui se sont fait jour le 28 mars 2014.

Après sept mois d'inaccessibilité totale des principaux bâtiments du site, après le silence assourdissant qui a été celui d'Aurélié Filippetti sur ce dossier, nous jugeons que Madame Fleur Pellerin a aujourd'hui l'impératif devoir de recevoir sans délai une délégation d'agents du site, syndiqués et non-syndiqués, accompagnée par notre Syndicat.

Nous ne manquerons pas de vous tenir informés des suites des démarches déjà entreprises et des réponses qui seront celles de Mme Pellerin.

Paris, le 23 octobre 2014

Lettre ouverte des agents des Archives Nationales à Fontainebleau à Madame Fleur PELLERIN, ministre de la Culture et de la communication

Nous, soussignés, les agents des Archives Nationales à Fontainebleau, soutenus par la CGT-Archives, tenons à faire part de notre extrême inquiétude sur l'aggravation continue de la situation catastrophique qui est celle des archives nationales - et donc aussi la nôtre - à Fontainebleau. Après une errance imposée, faute de lieu de travail, du 28 mars au 18 juillet, notre installation problématique dans un bâtiment modulaire n'a pu compenser la perte de nos instruments de travail et de nos archives et la quasi impossibilité où nous sommes de simplement pouvoir faire notre métier.

Isolés, mal informés, voire pas informés du tout sur les solutions envisagées pour l'avenir de notre site, nous en sommes à douter que votre administration puisse nous offrir un avenir puisque la situation du site de Fontainebleau ne semble même pas être la préoccupation prioritaire de notre institution : nous sommes pourtant les victimes d'une situation sans aucun précédent ni équivalent, dont le degré de gravité finit par ressembler, à force d'excès, au mauvais scénario d'une mauvaise pièce de théâtre et nous plonge dans un sentiment d'irréalité autant que dans le désarroi.

Condamnation totale des bâtiments U1 et U2, inaccessibilité des archives, impossibilité de récupérer quelques dossiers ou affaires personnelles que ce soit, perte de nos attributions normales et travaux souvent hors de notre champ de compétence : tout cela était déjà très difficile à supporter. Voir de plus ces bâtiments envahis peu à peu par l'herbe et ressembler de plus en plus à une « friche administrative » est pour nous une souffrance quotidienne et une inquiétude permanente. Nous assistons, depuis le 28 mars dernier, à ce désastre total dont nous savons de plus qu'il représente un gouffre financier et nous sommes effondrés par les sommes dépensées non pas pour progresser dans nos travaux pour les archives et leur mise à disposition des publics mais seulement pour éviter l'effondrement (au propre comme au figuré), là où un suivi normal aurait sans doute pu éviter cette situation de calamité absolue, qui obère finalement l'avenir de l'institution dans son ensemble.

Mais ce qui achève de nous exaspérer c'est la nouvelle que nous avons apprise le 7 octobre : il y a eu intrusion dans le bâtiment U2 et du matériel professionnel de grande valeur a été volé (pour ce qui a pu être vérifié très rapidement et dans 3 ateliers seulement, puisque le bâtiment reste totalement interdit d'accès). Qu'en est-il du reste des bureaux et lieux de travail ? Nul ne peut le savoir dans l'état actuel des choses.

Les Archives, déjà rendues inaccessibles, ne sont donc même plus maintenues en sécurité contre le vol à Fontainebleau. Nous nous sentons gravement atteints dans notre cœur de métier : des archivistes qui sont dans l'incapacité de donner légalement accès à des archives alors qu'est possible parallèlement l'intrusion frauduleuse dans ces bâtiments interdits - et donc l'accès potentiel aux archives qui y sont « conservées » - , ne peuvent plus dire qu'ils font leur métier et le font bien comme c'était le cas pourtant jusqu'au 28 mars dernier.

C'est pourquoi, Madame la Ministre, nous vous demandons respectueusement mais instamment de bien vouloir nous recevoir afin de nous entendre sur cette gravissime situation parfaitement insupportable pour nous et qui remet en cause l'Institution Archives Nationales.

Modifié le jeudi 23 octobre 2014

Voir aussi dans la catégorie Services publics



Hôpitaux : Vers le Tous ensemble

Depuis 18 mois, les hôpitaux et, en particulier, l'AP-HP 1 sont le théâtre de grèves, de rassemblements dans les services, de délégations centrales ou locales au siège de l'AP-HP. Les... »



Motion adoptée à l'hôpital Broca

Cette motion a été adoptée à l'hôpital Broca de Paris lors d'une assemblée générale du personnel, avec les syndicats CGT et FO. »



Hôpitaux : de la tension à la rupture

La furie « réformatrice » du gouvernement et de sa direction de l'AP-HP détruit la vie des personnels, des médecins et des patients. L'annonce du suicide de cinq infirmières, ces derniers... »

La « silver économie » : Un cheval de Troie contre la Santé publique – Hôpitaux en détresse Depuis plusieurs mois , nous tâchons de suivre au plus près la situation explosive qui se... >>



Hôpitaux en danger !

Faisant suite aux articles publiés dans les derniers numéros de La Commune à propos des G.H.T (Groupements de Territoire et de Santé) résultant de la loi Touraine, il est important de livrer... >>



Les hôpitaux au bord de l'explosion

Au moment où la classe ouvrière française est vent debout contre la destruction du Code du travail, le gouvernement - courroie de transmission des institutions capitalistes européennes - continue... >>
